

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 BLOIS CEDEX

Blois, le 27/03/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

ACIAL

ZI de Vau de Chaume
41110 Saint-Aignan

Références : 2024-0302 CeG
Code AIOT : 0010001755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement ACIAL implanté
ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIAL
- ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010001755 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Etablissement dont l'activité est la fabrication de vestiaires et d'armoires métalliques. Les activités consistent en la découpe, dégraissage et peintures de tôles métalliques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 28/03/2023
- Risque incendie

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques – NC3 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3		Demande d'action corrective	2 Mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 3		Demande d'action corrective	2 Mois
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.5	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.3 Arrêté ministériel du 9/04/2009, article 14	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.5.2 Arrêté ministériel du 9/04/2009, article 20	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente	Autre information
----	-------------------	-------------------------	---	-------------------

			inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	
2	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.7.2.3		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques – NC3 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Cette vérification est complétée au moins tous les 3 ans par un contrôle par thermographie infrarouge</p>
Constats : <p>Rappel du constat de la visite du 28/03/23 : Il reste des non-conformités issues du rapport de vérification des installations électriques à lever. Le compte-rendu Q18 de vérification des installations électriques du 14/09/2022 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (4 constatations dont 2 dangers ont été signalés). Le rapport complet fait état de 2 observations dont une n'a pas encore été traitée</p> <p>Constat lors de la visite du 18/03/2024 : Consultation du rapport et certificat Q18 réalisé par Bureau Véritas, du 15/09/2023, qui mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec 2 dangers déjà signalés et 1 signalé pour la première fois.</p> <p>Les actions ont été mises en place pour lever ces écarts sauf pour un, pour lequel l'exploitant a présenté un devis pour remplacer le poste de transformation, mais la commande n'est pas passée pour ce remplacement.</p> <p>Consultation du rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge Q19, réalisé par Bureau Véritas le 24/1/2023.</p>

Ce rapport mentionne 1 anomalie de priorité 2. L'exploitant indique avoir mis en place les actions pour lever cette anomalie.

[Pdc n°1] : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions pour lever les écarts mentionnés dans le certificat Q18 du 15/09/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.


Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.7.2.3	
Thème(s) : Risques chroniques Consommation spécifique	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau, apportée au m² de la surface traitée, dite «consommation spécifique» la plus faible possible. Sont pris en compte dans le calcul de cette consommation: • les eaux de rinçage, • les vidanges des cuves de rinçage, • les éluats, rinçages, purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluent, • les vidanges des cuves de traitement, • les eaux de lavage des sols, • les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique: • les eaux de refroidissement; • les eaux pluviales; • les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</p> <p>[...]</p> <p>La consommation spécifique ne doit pas dépasser 8 l/m²/fonction de rinçage jusqu'en 2007 inclus et, à partir de 2008, 5 l/m²/fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>	
Constats : <p>Constat de la visite du 28/03/2023 : L'exploitant n'a pas présenté de calcul de la consommation spécifique.</p> <p>Constat de la visite du 18/03/2024 : L'exploitant a présenté le tableau de calcul de la consommation spécifique qui est réalisé mensuellement. Le seuil de 5l/m² n'a pas été dépassé sur l'année 2023.</p> <p>[Pdc n° 2] : ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>	
Respect de la prescription :	 Conforme
Type de suites proposées : Sans suite	

Proposition de suites :

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 3

Thème(s) : Risques chroniques VLE rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés: • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); • à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Tableau cf APC

Constats :

Constat de la visite du 28/03/2023 : Il n'a pas été constaté d'écart aux VLE mais un conduit de rejet atmosphérique ne figure pas dans l'arrêté préfectoral.


Une mise à jour de l'arrêté préfectoral devra être demandée par l'exploitant sur ce point.

Constat de la visite du 18/03/2024 : Le porter à connaissance accompagnant une demande de mise à jour de l'arrêté préfectoral pour identifier dans l'arrêté l'ensemble des conduits de rejet atmosphérique n'a pas été transmis à la préfecture.


[Pdc n°3] : L'exploitant transmettra au préfet de Loir-et-Cher et à l'inspection des installations classées un porter à connaissance décrivant l'ensemble des points de rejets atmosphériques pour demander la modification de l'arrêté préfectoral du site, afin que celui-ci intègre bien tous les conduits de rejet atmosphérique du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :		Non Conforme
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	2	Mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.5		
Thème(s) : Risques chroniques débourbeur-deshuileur		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'écheance qui a été retenue :		
Prescription contrôlée : <p>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</p> <p>Nature des effluents : Eaux pluviales</p> <p>Exutoire du rejet : Fossé</p> <p>Traitement avant rejet : Débourbeur-deshuileur (uniquement pour le traitement des eaux de la zone extérieur de stockage des déchets)</p> <p>Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Ruisseau dit «le traîne feuille» puis le Cher</p>		
Constats : <p>Constat de la visite du 28/03/2023 : Le point de rejet des eaux pluviales n'est pas équipé d'un déshuileur/débourbeur avant rejet.</p> <p>Constat de la visite du 18/03/2024 :</p> <p>[Pdc n°4] : Le point de rejets des eaux pluviales n'est toujours pas équipé d'un déshuileur/débourbeur avant rejet.</p>		
Respect de la prescription :		Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 6 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.3 et Arrêté ministériel du 9/04/2009, article 14

Thème(s) : Risques accidentels ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum 360 m³ réalimentée par le réseau public.
- 3 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 180 m³/h sous au moins 1 bar de pression,

[...]

Constats :

Constat de la visite du 28/03/2023 : L'établissement ne dispose pas d'une réserve d'eau constituée au minimum 360 m³, ni de 3 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 180 m³/h.

Constat de la visite du 18/03/2024 :

L'exploitant a indiqué qu'un 3ème poteau incendie a été installé par la collectivité, à proximité du château d'eau, à moins de 200 m du site. Il a également présenté un rapport de contrôle des débits instantané, réalisé le 29/02/2024 par la société SADE. Ce rapport confirme qu'un débit de 250 m³/h est disponible par les poteaux incendie.

Le 3ème poteau incendie a été vu par l'inspection lors de la visite.

L'exploitant a fait réaliser un calcul de dimensionnement D9 par la société Socotec (rapport du 04/09/2023). Ce rapport conclut à des besoins en eau pour l'établissement de 570 m³/h.


Néanmoins, le Règlement Départemental De Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loir-et-Cher indique que le SDIS41 n'est pas en capacité d'engager des moyens supérieurs à 540 m³/h.

Aussi, l'exploitant doit mettre en œuvre des dispositions constructives ou des moyens de secours complémentaires pour aboutir à un calcul de besoin en eau à 540 m³/h maximum.

L'exploitant envisage de compléter sa ressource en eau par une bâche souple qui serait installée sur un terrain mitoyen au site, à proximité du château d'eau. Néanmoins, aucun document attestant de cette engagement n'a pu être présenté.

[Pdc n°5] : L'exploitant ne dispose pas de la ressource en eau nécessaire à la lutte contre l'incendie sur son site.

De plus, au regard du calcul de besoin en eau, D9 actualisé, l'exploitant transmettra les éléments au Préfet de Loir-et-Cher pour la mise à jour des dispositions relatives à la protection contre l'incendie, dans l'arrêté préfectoral du site.

Respect de la prescription :		Non Conforme
-------------------------------------	---	--------------

Type de suites proposées :	Avec suites
-----------------------------------	-------------

Proposition de suites :	Mise en demeure, respect de prescription
--------------------------------	--

Proposition de délais :	3	Mois
--------------------------------	---	------

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.5.2 et Arrêté ministériel du 9/04/2009, article 20

Thème(s) : Risques accidentels bassin de confinement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 720 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales. Le bassin de confinement peut être créé par commande de dispositifs d'obturation des réseaux et utilisation de la topographie du site : les zones du site qui sont ainsi inondées doivent être imperméables et la hauteur d'eau limitée à 20 cm.

Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Constat de la visite du 28/03/2023 : L'établissement ne dispose pas d'un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 720 m³.

Constat de la visite du 18/03/2024 :

L'exploitant a présenté un rapport réalisé par SADE en date du 11/12/2023 relatif au dimensionnement du volume des eaux d'extinction d'incendie D9A. Ce rapport propose également des solutions en matière de confinement.

L'exploitant est en phase d'échanges avec son bureau d'études sur les solutions proposées. Il s'orienterait sur une solution visant à confiner une partie des eaux sur voirie et une partie en bassin à ciel ouvert, à créer sur une parcelle située à côté du site, en partie basse, à côté de la cour arrière.

[Pdc n°6] : L'exploitant ne dispose pas des moyens nécessaires au confinement des eaux d'extinction d'incendie.

De plus, au regard du calcul de confinement des eaux d'extinction, D9A actualisé, l'exploitant transmettra les éléments au Préfet de Loir-et-Cher pour la mise à jour des dispositions relatives au confinement, dans l'arrêté préfectoral du site.

Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois